



Samedi 28 Février 2009

TU L'AS DIT, BOUFFI!

CA VA MIEUX EN LE DISANT

Une petite ville de province

Le voile est à peine levé sur les travaux de la commission Balladur et, déjà, les protestations s'élèvent. Il y aurait, dans le texte attendu, des propositions sacrilèges, par exemple la disparition des cantons. Combien de citoyens sont capables de définir le canton dans lequel ils sont inscrits? C'est difficile à dire, on sait seulement que, pour amener plus de la moitié des électeurs à choisir leurs conseillers généraux, il faut désormais associer le scrutin cantonal à une consultation plus mobilisatrice. En cas de cantonale partielle, on atteint péniblement le quart des inscrits. Mais à l'idée de la suppression des cantons, l'angoisse monte aussitôt. La gauche semble même sur le point de se mobiliser... formant ainsi le plus grand syndicat de notables locaux de toute l'histoire! Le PS allié aux gardiens des vestiges municipaux du radical-socialisme et du communisme, il faut le faire.

Il n'est pas certain que les propositions Balladur soient les bonnes, ni d'ailleurs qu'elles soient toutes mauvaises. Cependant, la gauche domine l'incroyable dédale de communes, de cantons, de départements, de régions, de syndicats intercommunaux, de communautés urbaines et autres sous-divisions d'administrations diverses. Toute réforme sera donc un mauvais coup contre... la gauche.

On pourrait penser que l'idée du changement angouisse particulièrement les notables provinciaux. En fait, la bourgade la plus rétive à toute évolution de son statut se trouve sur les bords de la Seine. Les limites de Paris ont été fixées sous Napoléon III, l'organisation administrative de la capitale et de sa périphérie date de 1965. Depuis ce temps, un étrange animal émerge de temps à autre, le Grand Paris, qui est à la Marne ou à la Bièvre ce que le monstre est au Loch Ness. n paraît que l'on peut apercevoir sa tête dans un bureau ministériel. Sa queue se trouve dans les propositions Balladur, où il est question de commencer par la fusion des quatre départements formant ensemble la métropole.

Aussitôt, Claude Bartolone, président PS de la Seine-Saint-Denis, proteste. Si, pour constituer le Grand Paris, on supprime le 9-3, Bartolone risque d'entrer dans l'histoire aux côtés de Lothar de Maizière, dernier Premier ministre de la République démocratique allemande. Les deux hommes ont en commun d'avoir pris le pouvoir quand les communistes étaient trop usés pour diriger le territoire qui leur était dévolu. La Seine-Saint-Denis n'a pas plus de raisons d'exister que la RDA. Ni d'ailleurs les autres départements qui bordent l'espace privilégié que les maires de Paris gèrent toujours de manière provinciale. Des quartiers

villageois de Jacques Chirac à l'espace pour bobos cyclistes de Bertrand Delanoë, Paris se ferme pour protéger ses habitants de la vie trépidante d'une capitale. Les électeurs vivant du bon côté du périph décident pour les 11 millions d'habitants de la région.

Corriger cette anomalie n'est pas une mince affaire. Il faudrait commencer par mettre d'accord les différents socialistes qui gèrent Paris, la majorité des départements de la région et la région elle-même. Et ça, ce n'est pas du ressort d'Edouard Balladur, c'est la mission impossible de Christian Blanc, ministre du Grand Paris et ancien socialiste. Les élus s'étranglent quand un commencement de proposition vient d'en haut. Mais les élus de gauche n'ont pas été capables de formuler le début d'une proposition, depuis qu'ils ont la charge de Paris, de la région, des départements et des communes. Chacun gère son confetti, sa portion de tramway, son couloir de bus et ses pistes cyclables. La capitale de la France est rongée par les querelles de clocher, entre notabilités. Il sera difficile de réformer ce vaste Clochemerle engoncé dans ses traditions provinciales.

GUY KONOPNICKI